

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Virginie Van Lierde, *Conseiller communal-Présidente* ;
Benoît Cerexhe, *Bourgmestre* ;
Damien De Keyser, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne,
Dominique Harmel, *Échevins* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Cécile Vaincel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-
Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga,
Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De
Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Fabienne Puel van Raemdonck , Emmanuel
Fouarge, Géraldine de Chestret de Haneffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Anne Delvaux de
Fenffe, *Conseillers communaux* ;
Florence van Lamsweerde, *Secrétaire communale*.

Excusés

Tanguy Verheyen, Philippe van Cranem, *Échevins* ;
Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Nouredine Chaghoulani , Laurent de Spirlet, *Conseillers
communaux*.

Séance du 13.10.26

**#Objet : CC - Règlement-redevance relatif à la préservation des alignements de voirie et de la
commodité de passage - Instauration #**

Séance publique

Taxes

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment
l'article 117 ainsi que l'article 137bis relatif au recouvrement des créances non-fiscales ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Considérant que la Commune doit percevoir des recettes pour assurer le financement de ses dépenses ;

Vu le Règlement Général de Police, et en particulier :

- son article 22, qui stipule que :

§1. Les passages, trottoirs et accotements des immeubles habités ou non ainsi que les façades, murets, grilles, pieds d'arbres et éléments divers de construction qui bordent l'espace public doivent être entretenus et maintenus en bon état de propreté. Cette obligation incombe solidairement : au propriétaire, au copropriétaire, à tout titulaire d'un droit réel sur l'immeuble, au locataire, au concierge, au portier, au gardien et aux personnes chargées de l'entretien quotidien des lieux.

§2. Cette obligation vise à maintenir la praticabilité et le bon état des passages, trottoirs et accotements ainsi que la sécurité des piétons, entre autres via l'enlèvement de matériaux et/ou produits salissants et/ou glissants et le contrôle de la végétation conformément à la législation régionale et à l'article 48 du présent règlement. La conservation en bon état des trottoirs et accotements suppose également le ramassage des feuilles mortes ainsi que le balayage et l'entretien conformément à la législation en vigueur, des trottoirs enneigés ou verglacés afin de les rendre non-glissants.

- son article 61, qui stipule que :

§1. Les arbres et les plantations dans les propriétés privées doivent être élagués de manière à ce que toute branche surplombant la voie publique se trouve à 2,50 m au moins au-dessus du sol et son extrémité à 0,50 m au moins en retrait de la voie carrossable. L'élagage doit être réalisé dans le

respect des dispositions spécifiques prévues à cet effet dans la législation en cours concernant notamment la conservation de la nature.

§2. Les arbres et les plantations ne peuvent en aucun cas masquer le flux lumineux de l'éclairage public, ni masquer tout objet d'utilité publique.

§3. Les haies ne peuvent faire saillie sur la voie publique et doivent être, en tout temps, taillées afin de ne pas réduire la largeur de celle-ci.

§4. Si des raisons particulières de sécurité l'exigent, l'agent habilité pourra imposer des mesures différentes et les travaux prescrits devront être effectués.

§5. Celui qui enfreint les dispositions du présent article est tenu de mettre aussitôt les choses en état. A défaut, l'autorité compétente se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

Considérant que la Commune est régulièrement confrontée à des problèmes de débordements des plantations sur la voie publique, de telle sorte que l'accès aux trottoirs est restreint, voire même que l'aménagement de l'espace public n'est plus possible à cause de haies plantées de telle manière qu'elles empêchent le maintien de l'alignement de la voirie ou empiètent sur le domaine public ;

Considérant que ce problème concerne aussi l'état de certains trottoirs envahis par les mauvaises herbes, de sorte que la sécurité et la commodité de passage s'en trouvent compromises ;

Considérant que la Commune procède à l'envoi de courriers recommandés et de visite sur place afin d'inviter les propriétaires à rétablir la situation par eux-mêmes, mais qu'il arrive que ces actions soient sans effets suffisants, et que la Commune doive intervenir avec ses propres moyens pour rectifier la situation ;

Considérant que le recours aux Sanctions Administratives Communales se pratique, mais que cette procédure n'a pas pour vocation de couvrir les frais engendrés par la Commune ;

Considérant que le règlement-redevance relatif aux prestations de services du personnel ouvrier, voté par le Conseil communal en séance du 16.12.2025 s'est avéré peu praticable, notamment pour les raisons suivantes :

- la comptabilisation de tous les frais administratifs, de versage, et d'usage des différentes machines-outils sont difficiles à calculer notamment parce que les différents coûts du travail exécuté se mélangent avec les autres missions du jour ;
- les modalités de calcul s'avèrent trop complexe, de sorte que les agents en charge des jardiniers n'ont pas le temps de l'établir ;
- Il s'est avéré qu'au final, le prix que la Commune peut demander en exécution de ce règlement s'avère largement inférieur à ce que les personnes en infraction devraient déboursier en s'adressant à une société privée, ce qui est susceptible de réduire l'effet dissuasif du dispositif ;
- l'identification du redevable est également complexe, notamment dans le cas de maisons louées ou d'immeubles à appartements ;

Considérant que, sans préjudice des obligations et responsabilités mises à charge des personnes visées par le règlement général de police, il convient, pour assurer l'identification certaine du redevable et l'efficacité du recouvrement, de mettre la redevance due pour les interventions exécutées d'office par la Commune à charge du ou des propriétaires du bien concerné ;

Considérant qu'une mise en demeure préalable sera adressée aux propriétaires concernés avant toute intervention d'office ;

Considérant que les interventions liées à la taille, à l'égavage ou à l'enlèvement de haies, plantations et végétaux empiétant sur le domaine public présentent des spécificités qui justifient l'adoption d'un régime de redevance distinct du règlement-redevance relatif aux prestations de services du personnel ouvrier adopté le 16.12.2025 ; que les interventions visées par le présent règlement-redevance sont soumises exclusivement aux dispositions du présent règlement-redevance ;

Considérant qu'il convient donc de définir un cadre réglementaire permettant d'établir facilement le montant d'une redevance et de désigner aisément la personne morale ou privée qui devra s'acquitter de la redevance ;

Considérant la nécessité d'absorber au mieux l'impact négatif de l'inflation pour la Commune avec l'aide de l'indexation annuelle des taux sur base de l'indice des prix à la consommation du Royaume ;

Vu l'article 77 de la Déclaration de Politique générale 2025-2030 qui prévoit de "Veiller à ce que la mobilité des usagers des trottoirs ne soit pas incommodée par des haies débordantes" ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE d'instaurer comme suit le règlement-redevance relatif à la préservation des alignements de voirie et de la commodité de passage :

Assiette de la redevance

Article 1.-

Il est établi, pour la période du 01.11.2026 au 31.12.2031, une redevance communale sur les travaux de préservation des alignements de voirie et de la commodité de passage exécutés d'office par la Commune, au frais des redevables désignés par le présent règlement-redevance.

Ces travaux peuvent notamment prendre la forme d'une taille de la végétation débordant sur le domaine public, de l'élagage des branches gênantes, du désherbage des trottoirs, ou de tout autre travail strictement nécessaire au rétablissement de la sécurité et de la commodité de passage, après mise en demeure préalable restée sans effet, sauf urgence spécialement motivée. La taille de haies comprend uniquement la face côté voirie et la face supérieure, à l'exclusion de la face donnant sur la propriété. Lorsqu'une haie a une hauteur de plus de 2.50 mètres, la taille se limite aux premiers 2,50 mètres de la face vers voirie, sauf si cette dernière gêne un dispositif public.

Dans le cas où la seule taille de la végétation ne permet pas de mettre fin à l'empiètement constaté sur le domaine public, la Commune pourra exécuter les travaux strictement nécessaires au rétablissement de la situation conforme au Règlement Général de Police.

Lorsque la végétation est mêlée à un ouvrage privé, la Commune peut intervenir sur cet ouvrage privé dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution des travaux d'entretien, de sécurisation ou de remise en état du domaine public, ainsi qu'à la suppression de tout empiètement ou danger constaté. Cette intervention est limitée à ce qui est indispensable à la réalisation des travaux sur le domaine public. Les éventuels travaux complémentaires ou de remise en état de l'ouvrage privé qui ne sont pas directement liés à l'intervention de la Commune restent à charge du propriétaire.

Les racines situées dans le domaine public et gênant le rétablissement des trottoirs dans les règles de l'art sont sectionnées et enlevées également. Lorsque les travaux envisagés sont susceptibles d'affecter la stabilité d'un arbre, la Commune peut différer l'intervention et mettre le propriétaire en demeure de prendre les mesures nécessaires dans un délai déterminé. À défaut d'exécution dans le délai imparti, la Commune pourra prendre les mesures qu'elle estime strictement nécessaires à la préservation de la sécurité publique et du domaine public, sans préjudice de la responsabilité éventuelle du propriétaire.

Les travaux réalisés en exécution du présent règlement sont exécutés aux frais, risques et périls des redevables.

Tarifs

Article 2.-

Le tarif de la redevance est établi par intervention comme suit :

1. Frais généraux : 150,00 EUR ;
2. Taille de haies :
 1. 50,00 EUR du mètre linéaire de haie d'une hauteur inférieure ou égale à 2,00 mètres ;
 2. supplément par tranches de 50 cm de hauteur : 30,00 EUR du mètre linéaire de haie ;
3. Taille des branches d'arbres ou d'arbustes (y compris plantes grimpantes) gênantes pour la commodité de passage ou pour la fonction de toute installation publique telle qu'armoires techniques, signalisation et éclairages publics :
 1. forfait de 200,00 EUR par arbre ou arbuste jusqu'à 2,50 mètres de hauteur ;
 2. forfait de 350,00 EUR par arbre ou arbuste pour les hauteurs supérieures à 2,50 mètres ;
4. Arrachage d'une haie et rétablissement du sol et des trottoirs jusqu'à l'alignement :
 1. 140,00 EUR du mètre linéaire pour l'arrachage de la haie et le rétablissement d'un sol de pleine terre, sans semis ni nouvelle plantation ;
 2. 140,00 EUR du mètre linéaire pour le rétablissement d'une bordure de délimitation et du pavage du trottoir adossé, y compris coupe et évacuation des racines gênant le rétablissement des trottoirs dans les règles de l'art ;
5. Désherbage d'un trottoir : 80,00 EUR du mètre carré de trottoir traité, quelle que soit la densité et la nature des mauvaises herbes constatées.

La redevance inclut le travail des ouvriers, mais également tous les frais indirects tels que la gestion administrative, le versage, le broyage, le transport, et l'encadrement. Elle ne dispense pas le redevable du

paiement de toute sanction additionnelle prise en exécution d'un autre règlement.

Article 3.-

Les taux de la redevance sont adaptés annuellement à l'indice des prix à la consommation du Royaume. Ceux de l'exercice d'application en cours sont calculés selon la formule suivante :

tarif de base x nouvel indice

indice de base

Le tarif de base est le montant initial spécifié dans le présent règlement-redevance.

L'indice de base est l'indice d'octobre 2025.

Le nouvel indice est l'indice d'octobre de l'année précédant l'exercice d'application.

Après application du coefficient, le montant est arrondi au multiple supérieur d'un euro.

Redevable

Article 4.-

La redevance est due solidairement par les propriétaires du bien immobilier aux abords duquel les travaux auront été menés.

Cette désignation du redevable est sans préjudice des obligations imposées par le règlement général de police aux propriétaires, copropriétaires, titulaires d'un droit réel, locataires, occupants ou autres personnes chargées de l'entretien des lieux.

Ceux-ci ne pourront en aucun cas invoquer des dispositions qu'ils auront conclues à titre privé avec un locataire, un syndic de copropriété, ou via un règlement de copropriété pour s'opposer au paiement de la redevance. Cette disposition n'empêche nullement lesdits propriétaires d'intenter les actions appropriées pour obtenir réparation du préjudice auprès des personnes physiques ou morales qu'ils jugeront responsables de la situation en vertu desdites dispositions conclues à titre privé.

Recouvrement amiable

Article 5.-

La redevance est payable entre les mains du Receveur communal ou de ses préposés désignés à cet effet.

Article 6.-

À défaut de paiement intégral de la facture dans le délai imparti, un premier rappel sans frais est envoyé au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 10,00 EUR sont réclamés au redevable qui dispose d'un délai de 15 jours pour effectuer le paiement.

Article 7.-

À défaut de paiement à l'échéance, une mise en demeure est adressée par recommandé au redevable dont les frais d'un montant de 15,00 EUR sont à sa charge.

Réclamations

Article 8.-

Toute réclamation doit être adressée :

- soit par courrier postal envoyé par recommandé au Département Espaces Publics, avenue Charles Thielemans 93 à 1150 Bruxelles ;
- soit par courrier électronique à l'adresse mail "espacespublics@woluwe1150.be".

La réclamation doit, sous peine de déchéance, être introduite dans un délai de 3 mois à compter de la date d'établissement de la redevance.

Article 9.-

La décision sur la réclamation est envoyée au redevable dans les 3 mois de la réception de la réclamation et n'est pas susceptible de recours auprès de la Commune.

En cas de rejet de la réclamation et dès le lendemain de la date d'envoi de la décision, la redevance contestée est considérée comme exigible, définitive et certaine.

Article 10.-

Durant toute la procédure de traitement de la réclamation et jusqu'à l'envoi de la décision au redevable, la délivrance d'une contrainte est proscrite et les éventuelles procédures judiciaires de recouvrement sont suspendues.

Recouvrement forcé

Article 11.-

En cas de non-paiement à l'issue de la procédure de recouvrement amiable et pour autant qu'aucune

réclamation amiable ne soit pendante, des poursuites sont entamées par voie d'huissier de justice à la requête du Receveur communal sur base d'une contrainte non-fiscale rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Conformément aux dispositions du Code judiciaire, les frais de cette procédure sont entièrement à charge du redevable.

Dans l'éventualité où une contrainte ne peut pas être délivrée, le redevable est cité en justice dans les formes et délais prévus par les Codes civil et judiciaire.

Recours contre la procédure de recouvrement forcé (contrainte)

Article 12.-

Le redevable peut introduire un recours contre la contrainte dans les formes et le délai prévu à l'article 137bis de la nouvelle loi communale, à savoir dans le mois de la signification de la contrainte par requête ou par citation.

En cas de recours, le Receveur communal invite l'huissier de justice à suspendre la procédure jusqu'à ce qu'une décision coulée en force de chose jugée soit rendue.

Compétences des juridictions

Article 13.-

Les contestations relatives à l'application du présent règlement-redevance, au recouvrement de la redevance ou à la signification d'une contrainte non fiscale relèvent, selon la nature et le montant de la demande, de la compétence du Juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre ou des juridictions compétentes de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Le Conseil approuve à l'unanimité le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

La Secrétaire communale,
(s) Florence van Lamsweerde

La Présidente,
(s) Virginie Van Lierde

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 15 octobre 2026

La Secrétaire communale,



Florence van Lamsweerde

Le Bourgmestre,



Benoît Cerexhe

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-PIETERS-WOLUWE**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig

Virginie Van Lierde, *Gemeenteraadslid-Voorzitster* ;
Benoît Cerexhe, *Burgemeester* ;
Damien De Keyser, Françoise de Callatay-Herbiet, Carla Dejonghe, Georges Dallemagne,
Dominique Harmel, *Schepenen* ;
Anne-Charlotte d'Ursel, Christine Sallé, Cécile Vainsel, Etienne Dujardin, Muriel Godhaird-
Sterckx, Marie Cruysmans, Antoine Bertrand, Jonathan de Patoul, Christiane Mekongo Ananga,
Cathy Vaessen, Hatiana Martine LUWANA, Florentine Röell, Vincent Wauters, François-Julien De
Smet, Yvan Verougstraete, Jean-Nicolas Laurent Josi, Fabienne Puel van Raemdonck, Emmanuel
Fouarge, Géraldine de Chestret de Hancffe, Clémence Decrop, Sophie Hiernaux, Anne Delvaux de
Fenffe, *Gemeenteraadsleden* ;
Florence van Lamsweerde, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Tanguy Verheyen, Philippe van Cranem, *Schepenen* ;
Alexia Bertrand, Caroline Lhoir, Noureddine Chaghoulani, Laurent de Spirlet,
Gemeenteraadsleden.

Zitting van 13.10.26

**#Onderwerp : GR - Retributiereglement betreffende het behoud van de rooilijnen van de wegen en de
vlotte doorgang - Invoering #**

Openbare zitting

Belastingen

DE RAAD,

Gelet op de nieuwe Gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name
artikel 117 evenals artikel 137bis betreffende de invordering van de niet-fiscale schuldvorderingen ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Overwegende dat de Gemeente inkomsten moet innen om de financiering van haar uitgaven te verzekeren ;

Gelet op het Algemeen Politieereglement, en in het bijzonder :

- artikel 22 dat bepaalt dat :

§1. De doorgangen, trottoirs en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen, alsook gevels, muurtjes,
hekken, boomspiegels en elementen van constructies die aan de openbare ruimte grenzen, moeten
worden onderhouden en in goede staat worden gehouden. Deze verplichting valt hoofdelijk ten laste
van de eigenaar, de mede-eigenaar, iedere houder van een zakelijk recht op het gebouw, de huurder,
de conciërge, de portier, de bewaker en de personen die belast zijn met het dagelijkse onderhoud van
de gebouwen.

§2. Deze verplichting beoogt het behoud van de begaanbaarheid en de goede staat van de doorgangen,
trottoirs en bermen, alsook de veiligheid van de voetgangers, o.a. door het verwijderen van bevuilende
en/of gladde materialen en/of producten en de beheersing van de begroeiing overeenkomstig de
gewestelijke regelgeving en artikel 48 van dit reglement. Goed onderhoud van trottoirs en bermen
houdt ook in dat dode bladeren worden opgeraapt, alsook het borstelen en het onderhoud,
overeenkomstig de geldende wetgeving, van besneeuwde of beijzelde trottoirs zodat deze slipvrij zijn.

- artikel 61 dat bepaalt dat :

§1. Bomen en beplantingen in privé-eigendommen moeten zodanig worden gesnoeid dat alle takken
die over de openbare weg hangen, zich op een hoogte van minstens 2,50 meter van de grond bevinden
en het uiteinde ervan zich op een afstand van minstens 0,50 meter van de openbare rijweg bevindt.

Het snoeien dient te gebeuren met inachtneming van de specifieke bepalingen die daarvoor zijn voorzien in de huidige wetgeving betreffende met name het natuurbehoud.

§2. Bomen en beplantingen mogen in geen geval de lichtstroom van de openbare verlichting en voorwerpen van openbaar nut verbergen.

§3. Hagen mogen niet uitsteken over de openbare weg en moeten te allen tijde gesnoeid zijn om de breedte van de openbare weg niet te verkleinen.

§4. Indien bijzondere veiligheidsredenen dit vereisen, kan de gemachtigde ambtenaar andere afmetingen opleggen en moeten de voorgeschreven werken worden verricht.

§5. Wie de bepalingen van dit artikel overtreedt, moet de zaken onmiddellijk in orde brengen. Zo niet behoudt de bevoegde overheid zich het recht voor om hierin te voorzien op kosten en risico van de overtreder.

Overwegende dat de Gemeente regelmatig te maken heeft met problemen doordat beplanting de openbare weg overschrijdt, waardoor de toegang tot de trottoirs wordt belemmerd of zelfs de inrichting van de openbare ruimte niet langer mogelijk is vanwege heggen die zodanig zijn aangeplant dat ze de handhaving van de straatlijn verhinderen of het openbaar domein binnendringen ;

Overwegende dat dit probleem ook betrekking heeft op de toestand van bepaalde trottoirs die overwoekerd zijn door onkruid, waardoor de veiligheid en de vlotte doorgang voor voorbijgangers in het gedrang komen ;

Overwegende dat de Gemeente aangetekende brieven verstuurt en bezoeken ter plaatse aflegt om de eigenaars aan te sporen de situatie zelf te verhelpen, maar dat deze maatregelen soms onvoldoende effect hebben en dat de Gemeente dan met eigen middelen moet ingrijpen om de situatie recht te zetten ;

Overwegende dat er weliswaar gebruik wordt gemaakt van Gemeentelijke Administratieve Sancties, maar dat deze procedure niet bedoeld is om de door de Gemeente gemaakte kosten te dekken ;

Overwegende dat het retributiereglement met betrekking tot de dienstverlening door het arbeiderspersoneel, die door de Gemeenteraad tijdens de vergadering van 16.12.2025 gestemd is, in de praktijk moeilijk uitvoerbaar is gebleken, met name om de volgende redenen :

- het is moeilijk om alle administratieve kosten, de kosten voor het storten en de gebruikskosten van de verschillende werktuigmachines te berekenen, met name omdat de verschillende kosten van de uitgevoerde werkzaamheden vermengd raken met die van de andere taken van die dag ;
- de berekeningswijze blijkt te ingewikkeld, waardoor de medewerkers die verantwoordelijk zijn voor de tuinmannen geen tijd hebben om deze op te stellen ;
- Uiteindelijk is er gebleken dat het bedrag dat de Gemeente op grond van dit reglement mag vorderen, aanzienlijk lager ligt dan wat overtreders zouden moeten betalen als ze zich tot een particulier bedrijf zouden wenden, wat de afschrikkende werking van de regeling zou kunnen verminderen ;
- ook de identificatie van de retributieplichtige is complex, met name bij huurwoningen of appartementsgebouwen ;

Overwegende dat, onverminderd de verplichtingen en verantwoordelijkheden die aan de personen worden opgelegd krachtens het algemeen politiereglement, het, ter waarborging van de onomstotelijke identificatie van de retributieplichtige en de doeltreffendheid van de invordering, wenselijk is de verschuldigde retributie voor de door de Gemeente ambtshalve uitgevoerde werkzaamheden ten laste te brengen van de eigenaar(s) van het betrokken onroerend goed ;

Overwegende dat er aan de betrokken eigenaars een voorafgaande ingebrekestelling zal worden verzonden alvorens er ambtshalve wordt opgetreden ;

Overwegende dat werkzaamheden in verband met het snoeien, het uitdunnen of het verwijderen van heggen, aanplantingen en planten die op openbaar terrein groeien, specifieke kenmerken vertonen die de invoering rechtvaardigen van een tariefregeling die losstaat van het retributiereglement betreffende de dienstverlening door het arbeiderspersoneel, aangenomen op 16.12.2025 ; dat de werkzaamheden waarop dit retributiereglement betrekking heeft, uitsluitend onderworpen zijn aan de bepalingen van onderhavig retributiereglement ;

Overwegende dat het derhalve wenselijk is een regelgevend kader vast te stellen waarmee het bedrag van een retributie eenvoudig mag worden bepaald en de rechtspersoon of natuurlijke persoon die de retributie moet betalen, gemakkelijk kan worden aangewezen;

Overwegende de noodzaak om de negatieve gevolgen van de inflatie voor de Gemeente met behulp van een jaarlijkse indexering van de aanslagvoeten op basis van het indexcijfer van de consumptieprijzen van het

Koninkrijk zo goed mogelijk te absorberen ;

Gelet op artikel 77 van de Algemene Beleidsverklaring 2025-2030, waarin wordt bepaald dat "erop moet worden toegezien dat de mobiliteit van voetgangers op trottoirs niet wordt belemmerd door uitgroeiende heggen" ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT het retributiereglement betreffende het behoud van de rooilijnen van de wegen en de vlotte doorgang als volgt in te voeren :

Grondslag van de retributie

Artikel 1.-

Voor de periode van 01.11.2026 tot en met 31.12.2031 wordt een gemeentelijke retributie ingesteld op werkzaamheden tot behoud van de rooilijnen van de wegen en de vlotte doorgang, die ambtshalve door de Gemeente worden uitgevoerd, ten laste van de in onderhavig retributiereglement aangewezen retributiereglement.

Deze werkzaamheden mogen onder meer bestaan uit het snoeien van beplanting die op de openbare weg groeit, het wegknippen van hinderlijke takken, het wieden van onkruid op trottoirs, of elke andere werkzaamheden die strikt noodzakelijk zijn om de veiligheid en de vlotte doorgang te herstellen, na een voorafgaande ingebrekestelling die zonder gevolg is gebleven, behalve in bijzonder gemotiveerde spoedgevallen. Het snoeien van heggen betreft uitsluitend de kant die aan de openbare weg grenst en de bovenkant, met uitzondering van de kant die naar het eigendom is gericht. Wanneer een haag hoger is dan 2,50 meter, mag alleen de bovenste 2,50 meter aan de kant van de openbare weg worden gesnoeid, tenzij dit hinder veroorzaakt voor een openbare voorziening.

Indien het snoeien van de beplanting alleen niet volstaat om een einde te maken aan de vastgestelde inbreuk op het openbaar domein, mag de Gemeente de werkzaamheden uitvoeren die strikt noodzakelijk zijn om de situatie weer in overeenstemming te brengen met het Algemeen Politiereglement.

Wanneer de beplanting zich vermengt met een particulier bouwwerk, mag de Gemeente ingrijpen op dit particuliere bouwwerk voor zover dat strikt noodzakelijk is voor het uitvoeren van onderhoudswerkzaamheden, het beveiligen of het herstellen van het openbaar domein, alsook voor het wegnemen van elke vastgestelde inbreuk of elk vastgesteld gevaar. Deze ingreep blijft beperkt tot hetgeen strikt noodzakelijk is voor de uitvoering van de werkzaamheden op het openbaar domein. Eventuele aanvullende werkzaamheden of herstelwerkzaamheden aan het particuliere bouwwerk die niet rechtstreeks verband houden met de ingreep van de Gemeente, komen ten laste van de eigenaar.

Wortels die zich in het openbaar domein bevinden en die het volgens de regels van de kunst herstellen van de trottoirs in de weg staan, worden eveneens doorgesneden en verwijderd. Wanneer de geplande werkzaamheden de stabiliteit van een boom in gevaar kunnen brengen, mag de Gemeente de werkzaamheden uitstellen en de eigenaar in gebreke stellen om binnen een bepaalde termijn de nodige maatregelen te nemen. Indien binnen de gestelde termijn geen gevolg wordt gegeven, mag de Gemeente de maatregelen nemen die zij strikt noodzakelijk acht voor het behoud van de openbare veiligheid en het openbaar domein, onverminderd de eventuele aansprakelijkheid van de eigenaar.

De werkzaamheden die ter uitvoering van onderhavig reglement worden verricht, worden uitgevoerd op kosten en risico van de retributieplichtigen.

Tarieven

Artikel 2.-

Het tarief van de retributie wordt per ingreep als volgt vastgesteld :

1. Algemene kosten : 150,00 EUR ;
2. Snoeien van hagen :
 1. 50,00 EUR per strekkende meter haag met een hoogte van maximaal 2,00 meter ;
 2. toeslag per 50 cm hoogte : 30,00 EUR per strekkende meter haag ;
3. Het snoeien van takken van bomen of struiken (inclusief klimplanten) die het doorgangsverkeer hinderen of de werking van openbare voorzieningen zoals technische kasten, verkeersborden en straatverlichting belemmeren :
 1. een vast bedrag van 200,00 EUR per boom of struik met een hoogte tot 2,50 meter ;
 2. een vast bedrag van 350,00 EUR per boom of struik hoger dan 2,50 meter ;
4. Het rooien van een haag en het herstellen van de grond en de trottoirs tot aan de rooilijn :

1. 140,00 EUR per strekkende meter voor het rooien van de haag en het herstellen van de natuurlijke bodem, zonder inzaai of nieuwe aanplant ;
2. 140,00 EUR per strekkende meter voor het herstel van een afbakeningsrand en de bestrating van het aangrenzende trottoir, inclusief het doorsnijden en verwijderen van wortels die het herstel van de trottoirs volgens de regels van het vak belemmeren ;
5. Onkruid wieden op een trottoir : 80,00 EUR per vierkante meter behandeld trottoir, ongeacht de dichtheid en de aard van het vastgestelde onkruid.

De retributie omvat niet alleen het werk van de arbeiders, maar ook alle indirecte kosten, zoals administratief beheer, het storten, het vernalen, het vervoer en de begeleiding. Dit ontslaat de retributieplichtige niet van de verplichting om eventuele aanvullende sancties te betalen die op grond van een andere reglement zijn opgelegd.

Artikel 3.-

De aanslagvoeten van de retributie worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Koninkrijk.

Deze voor het lopende toepassingsjaar worden berekend volgens de volgende formule :

basistarief x nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

Het basistarief is het initiële bedrag dat in onderhavig retributiereglement wordt vastgesteld.

De basisindex is de index voor oktober 2025.

De nieuwe index is de index voor oktober van het jaar voorafgaand aan het toepassingsjaar.

Na toepassing van die coëfficiënt, wordt het bedrag afgerond naar het hogere veelvoud van één euro.

Retributieplichtige

Artikel 4.-

De retributie is hoofdelijk verschuldigd door de eigenaars van het onroerend goed in de omgeving waarvan de werkzaamheden zijn uitgevoerd.

Deze aanwijzing van de retributieplichtige doet geen afbreuk aan de verplichtingen die het algemeen politiereglement oplegt aan eigenaars, mede-eigenaars, houders van een zakelijk recht, huurders, bewoners of andere personen die belast zijn met het onderhoud van de ruimten.

Zij mogen zich in geen geval beroepen op bepalingen die zij privé met een huurder of een syndicus hebben overeengekomen, of die zijn vastgelegd in een reglement van mede-eigendom, om zich te verzetten tegen de betaling van de retributie. Deze bepaling belet de genoemde eigenaars geenszins om passende stappen te ondernemen om schadevergoeding te vorderen van de natuurlijke personen of rechtspersonen die zij op grond van de genoemde, onderhands gesloten bepalingen als verantwoordelijk voor de situatie beschouwen.

Minnelijke invordering

Artikel 5.-

De retributie is betaalbaar in handen van de Gemeenteontvanger of van zijn beambten die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 6.-

Bij gebrek aan volledige betaling van de factuur binnen de toegekende termijn, wordt een kosteloze herinnering gestuurd naar de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Indien een tweede herinnering noodzakelijk is, worden administratieve kosten voor een bedrag van 10,00 EUR geëist van de retributieplichtige die beschikt over een termijn van 15 dagen om de betaling uit te voeren.

Artikel 7.-

Bij gebrek aan betaling op de vervaldatum, wordt een aangetekende ingebrekestelling gericht aan de retributieplichtige waarvan de kosten ten belope van 15,00 EUR te zijnen laste zijn.

Bezwaren

Artikel 8.-

Ieder bezwaar moet gericht worden :

- hetzij per aangetekende zending per post aan het Departement Openbare Ruimte, Charles Thielemanslaan 93 te 1150 Brussel ;
- hetzij per e-mail naar het adres "espacespublics@woluwe1150.be".

Het bezwaar moet ingediend worden, op straffe van verval, binnen een termijn van 3 maanden te tellen vanaf de datum van opstelling van de retributie.

Artikel 9.-

De beslissing over het bezwaar wordt opgestuurd naar de retributieplichtige binnen de 3 maanden na de ontvangst van het bezwaar en er mag geen beroep worden ingesteld bij de Gemeente.

In geval van afwijzing van het bezwaar en vanaf de dag na de datum van de verzending van de beslissing, wordt de retributie als invorderbaar, definitief en zeker beschouwd.

Artikel 10.-

Gedurende de hele afhandelingsprocedure vanaf het bezwaar tot aan de verzending van de beslissing aan de retributieplichtige, is de afgifte van een dwangbevel verboden en worden de eventuele juridische invorderingsprocedures opgeschort.

Gedwongen invordering

Artikel 11.-

In geval van niet betaling op het einde van de minnelijke invorderingsprocedure en voor zover geen enkel minnelijk bezwaar hangende is, wordt op verzoek van de Gemeenteontvanger een vervolging ingesteld via een gerechtsdeurwaarder op basis van een niet-fiscaal dwangbevel dat uitvoerbaar werd verklaard door het College van Burgemeester en Schepenen.

Overeenkomstig de voorzieningen van het Strafwetboek, vallen de kosten van deze procedure volledig ten laste van de retributieplichtige.

In het geval aan een dwangbevel niet kan worden voldaan, wordt de retributieplichtige voor de rechtbank gedagvaard volgens de voorschriften en termijnen voorzien door het Burgerlijk en het Strafwetboek.

Beroep tegen de gedwongen invorderingsprocedure (dwangbevel)

Artikel 12.-

De retributieplichtige kan beroep aantekenen tegen het dwangbevel volgens de voorschriften en termijnen voorzien in artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, te weten binnen de maand van de betekening van het dwangbevel via verzoekschrift of dagvaarding.

In geval van beroep, nodigt de Gemeenteontvanger de gerechtsdeurwaarder uit de procedure op te schorten tot wanneer een in kracht van gewijsde gegane beslissing is genomen.

Gerechtelijke bevoegdheid

Artikel 13.-

Geschillen met betrekking tot de toepassing van dit retributiereglement, de inning van de retributie of de betekening van een niet-fiscale dwangmaatregel vallen, afhankelijk van de aard en het bedrag van de vordering, onder de bevoegdheid van de vrederechter van Sint-Pieters-Woluwe of van de bevoegde rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement Brussel.

De Raad keurt eenparig het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

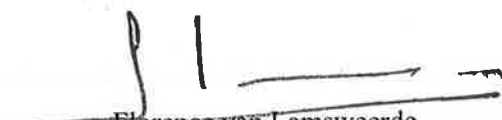
ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Florence van Lamsweerde

De Voorzitster,
(g) Virginie Van Lierde

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Sint-Pieters-Woluwe, 15 oktober 2026

De Gemeentesecretaris,


Florence van Lamsweerde

De Burgemeester,


Benoît Cerexhe